



Des primes, encore des primes, toujours des primes...

Episode II

- T'as été absent parce que t'as prêté ton ordi au mois de mars/avril pour cause COVID
- T'as été absent parce que t'as dû garder tes enfants, l'école étant fermée pour cause COVID
- T'as été absent parce que t'as été cas contact pour cause COVID

A mince !... Bon, ben, tant pis pour toi, les "réformistes-fossoyeurs" qui capitulent (cf. leur déclaration publiée dès le 18 novembre) avant même ne serait-ce que de **tenter** de négocier, ont encore frappé. Oui, carrément en préambule de l'ouverture de la séance de négociation, et alors que cette réunion est convoquée officiellement ce 17 novembre pour discuter de l'augmentation des salaires, ils déclarent ensemble et sans ambages qu'ils sont de fait prêts à y renoncer et à signer l'attribution d'une prime à tous les salariés de Pôle Emploi.

La prime COVID a laissé des traces, et même des séquelles. La **CGT-FO** l'avait combattu sous cette forme, tant il était d'évidence que, dès lors que 80% du personnel n'en verrait pas la couleur fin octobre, c'est y compris dans les 20% « d'heureux élus » que la pilule ne passerait pas. La Direction Générale l'a constaté. Tenterait-elle maintenant de se rattraper ?... Et de proposer une seconde petite prime...

... soi-disant pour tous...

... MAIS dans les faits :

Elle exclut une partie de nos collègues précaires, alors qu'avec l'aide des mêmes « réformistes-fossoyeurs » un avenant à notre CCN, avenant aggravant considérablement la précarité, a été promulgué.

Elle est minimisée pour nombre de collègues au regard du présentisme de chacun... En cette année COVID, c'est à la limite de la provocation ! Nous demande-t-on d'abandonner les malades ? à la **CGT-FO**, créatrice de la Sécu nous n'avons pas opéré cette « révolution culturelle ». À chacun son réformisme...

ET la Direction Générale demande aux organisations syndicales un chèque en blanc pour une extension hypothétiques aux collègues « éternellement coupables d'être restés sous statut public » (aux yeux de J. Bassères qui ne s'en est jamais caché) alors que les gouvernements successifs s'emploient méticuleusement à justement

détruire les services publics et les statuts de leurs personnels.

Et en plus « on se la paie ... »

En effet, c'est dès le 1^{er} juillet dernier et l'information de la commission économique nationale du CSEC, qui examinait les comptes de Pôle Emploi, que la **CGT-FO** mettait le doigt sur les économies non négligeables faites par l'employeur à l'occasion du premier confinement (« récupération » des IJSS versées par la Sécu à nos nombreux collègues en arrêts... parce que vulnérable, en garde d'enfant(s), ... ceux-là même qui sont coupables d'être absents...).

Ces économies représentent 30 Millions d'€ !... c'est exactement le montant de l'enveloppe allouée à la soi-disant prime pour tous. Autrement dit, la prime est directement financée par les IJ, ... et donc par les « absents ». Et ces derniers - double peine ! - sont exclus de la prime. Ce doit être le ruissellement à la mode PE !!

A la **CGT-FO** nous n'avons pas oubliés que ces collègues ont été « sanctionnés » ; ont dû donner des jours de repos, et en plus n'ont pas été promus « employés du mois » pour la prime COVID !

Malgré cela, la **CGT-FO**, attachée à la pratique contractuelle, à la volonté de négocier et d'aboutir, à son pragmatisme, s'est engagée dans la discussion/négociation, ouvrant même sur une possible signature de notre organisation sur cette prime, **A CONDITION** de s'engager à des travaux complets de type SEGUR sur 2021, pour les agents et cadres de Pôle Emploi, et au regard de la dégringolade des salaires depuis 10 ans. Est-il utile de rappeler ici, qu'en comparaison avec les salaires à l'Unédic, alors que le point de départ est strictement le même en janvier 2010 au moment de la fusion (ANPE/Assedic), l'écart aujourd'hui équivaut à peu de chose près à 1 mois de salaire dans l'année ?



La CGT-FO Pôle emploi :

Syndicat.cgt-fo@pole-emploi.fr

www.fo-pole-emploi.fr/site-national

<https://twitter.com/Fopoleemploi>

<https://www.facebook.com/fo.poleemploi/>



Des primes, encore des primes, toujours des primes...

Episode II

A notre proposition : **Refus total du DGARH** qui rejette tout engagement à quoi que ce soit, et confirme que la politique salariale développée par Pôle-Emploi est bien une politique de prime et intéressement, avec y compris pour objectif d'atteindre les butoirs légaux (aujourd'hui, les textes autorisent un intéressement à hauteur de 25% maxi de la rémunération. Mais ce butoir n'est que pour l'intéressement. On peut y ajouter d'autres éléments variables... et on a appris à se méfier des « contre-réformes »)

Le DGARH répond clairement et distinctement, ET TOUS LES PRESENTS ONT PU L'ENTENDRE : « **Il n'y aura plus d'augmentation générale des salaires dans Pôle Emploi** » et nous l'avons déjà écrit, puisqu'il l'avait déjà déclaré en juin. (cf. notre tract « des primes, toujours des primes, encore des primes » du 26.10.2020).

ALORS :

- Face au refus d'engager un processus de revalorisation/rattrapage ;
- Face à l'absence de certitudes une fois de plus pour les collègues de statut 2003 (...et nous serions heureux que la Direction nous fasse mentir !);

- Face au fait que les salariés se sont auto financés cette prime ;
- Face au fait que la Direction refuse de prendre en compte l'évolution de la situation depuis le mois de juillet (à relier à l'auto-financement) ;
- Face à la parodie de négociation : 3 heures d'audio one shot !!, des communications avant même d'avoir le texte de l'accord (en tout cas pour ce qui nous concerne), et le sentiment que tout était ficelé d'avance ;

La **CGT-FO** ne saurait adouber par sa signature, une signature qui représente exclusivement les intérêts particuliers des travailleurs, une politique salariale qui vise à vider de toute existence le salaire de base, nous livrant à terme au bon vouloir "du chef".

Crise sanitaire ou pas, crise sociale ou pas, crise politique ou pas, La **CGT-FO** continue le combat pour des droits et garanties collectifs et revendique l'ouverture d'un processus SEGUR à Pôle emploi.

D'ores et déjà, la **CGT-FO** invite les salariés, dans les services, les agences, à s'organiser, se mobiliser, avec la **CGT-FO**, pour qu'au plus tôt les conditions du rapport de force soient réunies, indispensable à la satisfaction de nos revendications, en tête desquelles est l'augmentation Générale des salaires.

NB : Pour la petite histoire, la Direction Générale (maligne ?), avait exclu les cadres dirigeants de l'attribution de cette prime dans son texte d'origine. Il est vrai que ces gens-là savent « s'occuper d'eux-mêmes » si on en croit la cour des comptes (elle-même constituée de gens compétents), et qu'ils n'ont pas besoin de ce type de dispositif pour faire reconnaître leurs mérites. Ils ont néanmoins été « réintroduits » dans le dispositif, aucune organisation syndicale ne comprenant vraiment pourquoi ils en étaient exclus, même si à la CGT-FO nous aurions considéré « équitable » que, si ces derniers réintègrent ce dispositif, les agents puissent bénéficier des mêmes avantages qu'eux en matière d'augmentation de salaire.

RESISTER REVENDIQUER RECONQUERIR



La **CGT-FO** Pôle emploi :

Syndicat.cgt-fo@pole-emploi.fr

www.fo-pole-emploi.fr/site-national

<https://twitter.com/Fopoleemploi>

<https://www.facebook.com/fo.poleemploi/>